

PROJET NATIONAL DE MUTATION DES CONTRÔLEURS MOUVEMENT GÉNÉRAL AU 01/09/2019

Vacances d'emplois, suppressions de postes, les années se suivent et se ressemblent ... En pire !!

Le projet de mouvement de mutations au 01/09/2019 de catégorie B vient d'être publié sur Ulysse. Il fait apparaître :

- 5076 demandes de mutations contre 6331 en 2018 (plus de 2900 demandes de mutations B en moins entre 2017 et 2019 soit -36,60%)
- 3859 mouvements réalisés en 2019 contre 4516 en 2018 (1021 mouvements de mutations en moins entre 2017 et 2019 soit -21%)
- 21 affectations d'office contre 36 en 2018. Cette baisse n'est pas significative au vu des 1255 demandes de mutations en moins par rapport à l'année dernière.
- 112 demandes de rapprochements non satisfaites

Au stade du projet, le mouvement 2019 comptabilise

2050 EMPLOIS B VACANTS DANS LE RÉSEAU DE LA DGFIP

(mouvement administratif : 1894 / mouvement informatique : 156),

C'EST DU JAMAIS VU DEPUIS LA CRÉATION DE LA DGFIP !!

Pour mémoire :

- en 2018 : 1532 emplois B vacants
- en 2017 : 987 emplois B vacants

Le constat est sans appel : moins de demandes, moins de mouvements **et toujours plus de vacances d'emplois.**

Dans le même temps, la direction générale a décidé de supprimer 636 nouveaux emplois B pour 2019. **Plus que jamais, la direction générale gère la pénurie !**

Au travers de ces chiffres, c'est la casse de la DGFIP qui est toujours plus d'actualité : des pans entiers de missions sont supprimés, externalisés. Le maillage territorial de notre administration est en cours de démantèlement et l'accès au service public est remis en cause par l'intermédiaire du nouveau précepte de « géographie revisitée » ou de sa nouvelle appellation « La déconcentration de proximité ».

Cette réduction inédite du réseau et les dispositifs « Fonction publique » se traduiront par une mobilité géographique et fonctionnelle forcée.

Cette mobilité contrainte sera notamment permise par l'affectation au département avec la possibilité pour les directeurs de déplacer ou de bloquer les agent.es dans « l'intérêt du service ».

L'Administration n'a que mépris pour les agent.es et leurs représentant.es. Elle ne veut plus de dialogue social. À l'image de l'actuel gouvernement, elle dicte avec despotisme ses choix, ses méthodes, et balaye d'un simple revers de main toute tentative d'opposition.

Les élu-es de la CGT Finances Publiques s'insurgent devant l'urgence de la situation et exigent :

- L'arrêt des suppressions d'emplois et restructurations.**
- La création de postes à hauteur des besoins des services.**
- Le comblement de chaque vacance d'emploi dès lors qu'il existe une demande de mutation non satisfaite pour cet emploi.**
- L'appel systématique des listes complémentaires de tous les concours.**

Paris, le 7 mai 2019